

14 avril 2017 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Hollande,
Président de la République, sur l'entreprise
automobile PSA et sur l'élection
présidentielle, à Sochaux le 14 avril 2017.

Journaliste : Vous avez l'air d'être très fier d'avoir relevé PSA ?

LE PRESIDENT : Oui, je pense que c'est une fierté que nous pouvons tous partager. Il y a cinq ans, quelle était la situation de PSA ? Un plan social avait été annoncé, des sites étaient menacés de fermer et puis il y avait, pour l'avenir-même de l'entreprise, un doute : est-ce qu'elle allait tenir bon, est-ce qu'elle n'allait pas être rachetée ? Alors cinq ans après, qu'est-ce que l'on constate ? On constate que l'entreprise s'est redressée, que l'entreprise investit, 200 millions ici sur Sochaux, qu'elle a recruté, qu'elle a embauché, qu'elle permet à des jeunes de trouver enfin un avenir et qu'elle va en plus reconquérir un allié ou en tout cas un concurrent avec OPEL, et qu'ici-même on va pouvoir construire des véhicules OPEL. Eh bien voilà, si on n'est pas fier d'avoir ce résultat-là !! L'Etat y a pris sa part -elle était au capital, elle l'est toujours même si c'est la Banque Publique d'Investissement les Chinois ont été associés et puis les salariés ont fait un gros effort, ils ont signé un accord de compétitivité et il y a une direction qui s'est également mobilisée dans un cap stratégique et il y a le choix du véhicule du futur. Voilà.

Journaliste : C'est pour cela que vous êtes là, pour dire que vous avez fait des choses bien pendant cinq ans ?

LE PRESIDENT : Oui parce que sinon qui le dirait à ma place !! Donc je le dis parce que c'est très important -non pas pour moi- c'est très important pour l'industrie automobile française. Très important pour PSA, très important pour des régions qui vivent de l'automobile, parce qu'il n'y a pas que le constructeur, il y a aussi tous les sous-traitants et tous les sous-traitants qui ont vu leur activité progresser, donc savoir qu'il y a cinq ans on était dans la crise et qu'aujourd'hui on donne des perspectives tout à fait favorables, moi je pense que c'est bon pour le pays.

Journaliste : En trois semaines, vous êtes venu cinq fois en Bourgogne Franche Comté, une région très macroniste, on y voit un signe ou pas du tout ?

LE PRESIDENT : Non. Ce n'est pas pour cela. Vous avez remarqué que la région a d'autres caractéristiques électorales, et on voit bien qu'il y a eu des poussées extrémistes. Quand on réussit on doit dire que l'extrême droite n'a pas sa place, parce que si ici on se refermait, si on s'enfermait, si on ne commerçait plus avec d'autres pays, que deviendrait PSA ? Si PSA n'avait pas pu racheter OPEL, on aurait perdu une opportunité. Donc moi je veux le dire, parce qu'ici il y en a qui sont tentés par le vote extrême.

Journaliste : Y compris le vote MELENCHON d'ailleurs.

LE PRESIDENT : Ce n'est pas le même !! Ce n'est pas de même nature.

Journaliste : Mais c'est aussi un repli par rapport à l'Europe ?

LE PRESIDENT : Mais c'est aussi un repli par rapport à l'Europe, c'est aussi un risque de nous enfermer et de contester le monde dans ce qu'il peut avoir de mieux, même s'il y a un monde que l'on doit absolument réguler. Moi je viens dire en tant que Président ce que j'ai fait et aussi dire qu'à partir de ce que j'ai fait on peut encore avancer, on peut encore construire, rien n'est figé, mais il ne faut pas démolir, parce que si on démolit on aura non seulement perdu du temps mais perdu beaucoup d'espoir.

Journaliste : Merci beaucoup.

LE PRESIDENT : Merci.